

1982, chapitre 37

LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Projet de loi n° 72

présenté par M. Pierre Marois, ministre du Travail

Première lecture le 1^{er} juin 1982

Deuxième lecture le 9 juin 1982

Troisième lecture le 23 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

- 30 juin 1982: aa. 20 à 26, 28, 29
G.O., 1982, Partie 2, p. 2595
- 3 août 1982: aa. 1, 4, 6 (111.0.15, 111.0.16, 111.0.18 à 111.0.26), 17, 27
G.O., 1982, Partie 2, p. 2753
- 10 novembre 1982: a. 6 (111.0.1 à 111.0.3, 111.0.5 à 111.0.7, 111.0.14)
G.O., 1982, Partie 2, p. 4403
- 1^{er} décembre 1982: aa. 2, 3, 5, 6 (111.0.8 à 111.0.11, 111.0.13, 111.0.17), 16, 18, 19
G.O., 1982, Partie 2, p. 5019

Lois modifiées:

Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur le recours collectif (L.R.Q., chapitre R-2.1)





CHAPITRE 37

Loi modifiant le Code du travail, le Code de procédure civile
et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 1, mod.

1. L'article 1 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié par la suppression du paragraphe *m*.

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 109.1,
mod.

2. L'article 109.1 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans les paragraphes *a*, *c* et *d*, partout où elle s'y trouve, de l'expression «aux articles 111» par l'expression «aux articles 111.0.23»;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) d'utiliser, dans un établissement où une grève a été déclarée conformément à l'article 58 et, le cas échéant, aux articles 111.0.23, 111.11 et 111.12, par une association accréditée ou dans un établissement où les salariés sont lock-outés, les services d'un salarié qui fait partie de l'unité de négociation alors en grève ou en lock-out à moins:

i. qu'une entente ne soit intervenue à cet effet entre les parties et dans la mesure où elle y pourvoit;

ii. qu'une liste n'ait été déposée suivant les articles 111.0.18 ou 111.10 et dans la mesure où elle y pourvoit;

iii. qu'un décret n'ait été pris par le gouvernement en vertu des articles 111.0.24 ou 111.13;».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 109.2,
remp.
Exemption.

3. L'article 109.2 de ce code est remplacé par le suivant:

«**109.2** Au cas de violation par l'association accréditée ou les salariés qu'elle représente, d'une entente, d'une liste ou d'un décret

visés aux sous-paragraphes i, ii ou iii du paragraphe *b* de l'article 109.1, l'employeur est exempté de l'application de l'article 109.1 dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer le respect de l'entente, de la liste ou du décret qui a été violé.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111, ab.
L.R.Q., c.
C-27, c.
V.1, intitulé
remp.

4. L'article 111 de ce code est abrogé.

5. Ce code est modifié par le remplacement de l'intitulé du chapitre V.1 par le suivant:

«DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES
AUX SERVICES PUBLICS ET
AUX SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC».

L.R.Q., c.
C-27, sec.
I et aa.
111.0.1 à
111.0.26,
aj.

6. Ce code est modifié par l'insertion, entre l'intitulé du chapitre V.1 et l'article 111.1, de ce qui suit:

«SECTION I

«DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

Constitu-
tion.

«111.0.1 Un conseil est constitué sous le nom de Conseil des services essentiels.

Composi-
tion.

«111.0.2 Le Conseil se compose de huit membres dont un président.

Nomina-
tion.

«111.0.3 Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement, sur proposition du ministre.

Nomina-
tion.

Les membres, autres que le président, sont nommés comme suit:

a) deux personnes choisies, l'une, après consultation des associations de salariés les plus représentatives dans le domaine des services publics et l'autre, après consultation des associations de salariés les plus représentatives dans le domaine de la santé et des services sociaux;

b) deux personnes choisies, l'une, après consultation des associations d'employeurs les plus représentatives dans le domaine des services publics et l'autre, après consultation des associations d'employeurs les plus représentatives dans le domaine de la santé et des services sociaux;

c) trois personnes choisies, après consultation de la Commission des droits de la personne, de l'Office des personnes handicapées du Québec, du Comité de la protection de la jeunesse, du Protecteur du citoyen et d'autres personnes ou organismes.

Durée du mandat.	« 111.0.4 Le président du Conseil est nommé pour au plus cinq ans. Les autres membres sont nommés pour au plus trois ans.
Fonctions exclusives.	Les membres du Conseil demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés et doivent s'occuper exclusivement des devoirs de leurs fonctions.
Remplacement.	Si un membre ne termine pas son mandat, il est remplacé de la façon prévue par l'article 111.0.3 ou 111.0.4, selon le cas, pour la durée du mandat qui reste à écouler.
Conflit d'intérêt.	« 111.0.5 Le président ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du Conseil. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
Conflit d'intérêt.	Un autre membre du Conseil qui a un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit aux autres membres du Conseil et s'abstenir de participer à une décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt.
Traitements et allocations.	« 111.0.6 Le gouvernement fixe le traitement ou, s'il y a lieu, les traitements additionnels, les allocations ou les honoraires des membres du Conseil.
Administration du Conseil.	« 111.0.7 Le président du Conseil est responsable de l'administration du Conseil dans le cadre de ses règlements de régie interne et en dirige le personnel.
Quorum.	« 111.0.8 Le quorum des séances du Conseil est constitué par la majorité des membres dont le président.
Décisions.	Les décisions sont prises à la majorité des voix; s'il y a égalité, le président a voix prépondérante.
Régie interne.	« 111.0.9 Le Conseil peut adopter des règles de régie interne et créer des bureaux régionaux et locaux.
Aide professionnelle.	« 111.0.10 Le Conseil peut recourir aux services de personnes pour aider les parties à conclure une entente conformément aux articles 111.0.18 et 111.10, pour le conseiller quant à l'évaluation des services prévus à une entente ou à une liste, ou pour lui faire rapport sur le maintien des services essentiels lors d'une grève.
Devoir du Conseil lors d'une grève.	« 111.0.11 Le Conseil doit sensibiliser les parties relativement au maintien des services essentiels lors d'une grève.
Maintien des services essentiels.	Le Conseil peut aussi informer le public sur toute question relative au maintien des services essentiels.

Règle-
ments du
Conseil.

«**111.0.12** Dans le cas d'un établissement visé au paragraphe 2° de l'article 111.2, le Conseil détermine par règlement, après consultation des parties à l'échelle nationale, la forme d'une entente ou d'une liste ainsi que les éléments qu'elles doivent contenir dont notamment le libre accès d'un bénéficiaire à l'établissement. Il élabore également les règles que doivent suivre les parties dans la conclusion d'une entente ou la détermination d'une liste.

Approba-
tion.

Un règlement visé au premier alinéa est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut le modifier. Il entre en vigueur le jour de son approbation ou à toute date ultérieure qui y est indiquée, et est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Personnel.

«**111.0.13** Le Conseil peut, selon les normes, barèmes et effectifs déterminés par le gouvernement, retenir les services de toute personne à titre d'employé ou autrement pour l'exercice de ses fonctions et fixer sa rémunération, ses avantages sociaux ou ses autres conditions de travail.

Deniers re-
quis.

«**111.0.14** Les deniers requis par le Conseil pour l'application du présent chapitre sont pris sur le fonds consolidé du revenu.

«SECTION II

«DES SERVICES PUBLICS

Disposi-
tions appli-
cables.

«**111.0.15** Les dispositions du présent code s'appliquent aux relations du travail dans un service public, sauf dans la mesure où elles sont inconciliables avec celles de la présente section.

Interpréta-
tion.

«**111.0.16** Dans la présente section, on entend par «service public»:

- 1° une corporation municipale et une régie intermunicipale;
- 2° un établissement et un conseil régional au sens des paragraphes a et f de l'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) qui ne sont pas visés au paragraphe 2° de l'article 111.2;
- 3° une entreprise de téléphone;
- 4° une entreprise de transport terrestre à itinéraire asservi tels un chemin de fer et un métro, et une entreprise de transport par autobus ou par bateau;
- 5° une entreprise de production, de transport, de distribution ou de vente de gaz, d'eau ou d'électricité;
- 6° une entreprise d'enlèvement d'ordures ménagères;
- 7° une entreprise de transport par ambulance et la Société Canadienne de la Croix Rouge; ou

8° un organisme mandataire du gouvernement à l'exception de la Société des alcools du Québec et d'un organisme dont le personnel est nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique.

Ordon-
nance sur
le maintien
des ser-
vices es-
sentiels.

«**111.0.17** Sur recommandation du ministre, le gouvernement peut, par décret, s'il est d'avis que dans un service public une grève pourra avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, ordonner à un employeur et à une association accréditée de ce service public de maintenir des services essentiels en cas de grève.

Décret.

Ce décret entre en vigueur le jour où il est pris ou à toute date ultérieure qui y est indiquée et a effet jusqu'au dépôt d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu. Il doit être pris au moins quinze jours avant que l'association accréditée en cause n'ait acquis le droit de grève. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal circulant dans la région où ce service public est dispensé.

Négocia-
tion.

«**111.0.18** Dans un service public visé dans un décret pris en vertu de l'article 111.0.17, les parties doivent négocier les services essentiels à maintenir en cas de grève. Les parties transmettent leur entente au Conseil.

Aide pro-
fession-
nelle.

Le Conseil peut, de son propre chef ou à la demande d'une des parties, désigner une personne pour les aider à conclure une telle entente.

Transmis-
sion de la
liste des
services
essentiels.

À défaut d'une entente, une association accréditée doit transmettre à l'employeur et au Conseil une liste qui détermine quels sont les services essentiels à maintenir dans le service en cause, en cas de grève.

Modifica-
tion pro-
hibée.

La liste ne peut être modifiée par la suite, sauf sur demande du Conseil. Si une entente intervient entre les parties postérieurement au dépôt de cette liste, l'entente prévaut.

Évaluation
par le
Conseil.

«**111.0.19** Sur réception d'une entente ou d'une liste, le Conseil évalue la suffisance des services essentiels qui y sont prévus.

Recom-
manda-
tions.

Si le Conseil juge ces services insuffisants, il peut, avant d'en faire rapport au ministre conformément à l'article 111.0.20, faire aux parties les recommandations qu'il juge appropriées afin de modifier l'entente ou la liste.

Services
insuffi-
sants.

«**111.0.20** Le Conseil doit faire rapport au ministre lorsque les services essentiels prévus à une entente ou à une liste sont insuffisants ou ne sont pas rendus lors d'une grève.

Contenu
du rap-
port.

Ce rapport doit préciser en quoi les services essentiels prévus ou effectivement rendus sont insuffisants et dans quelle mesure cela constitue un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Information transmise au public. « **111.0.21** Le Conseil doit informer le public du contenu de tout rapport fait au ministre en vertu de l'article 111.0.20.

Dérogation prohibée. « **111.0.22** Nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente ou d'une liste.

Liste nulle. Une liste qui prévoit un nombre de salariés supérieur au nombre normalement requis dans le service en cause, est nulle et de nul effet.

Avis de grève. « **111.0.23** Sous réserve de l'article 111.0.24, une association accréditée d'un service public peut déclarer une grève pourvu qu'elle en ait acquis le droit suivant l'article 58 et qu'elle ait donné par écrit au ministre et à l'employeur ainsi qu'au Conseil s'il s'agit d'un service public visé dans un décret pris en vertu de l'article 111.0.17, un avis préalable d'au moins sept jours francs indiquant le moment où elle entend recourir à la grève.

Renouvellement. Cet avis de grève ne peut être renouvelé qu'après le jour indiqué dans l'avis précédent comme moment où l'association accréditée entendait recourir à la grève.

Entente préalable à la grève. Dans le cas d'un service public visé dans un décret pris en vertu de l'article 111.0.17, la grève ne peut être déclarée par une association accréditée à moins qu'une entente n'ait été transmise au Conseil depuis au moins sept jours ou qu'une liste ne lui ait été transmise ainsi qu'à l'employeur dans le même délai.

Délai. Le délai visé au troisième alinéa est calculé sans égard à l'application du quatrième alinéa de l'article 111.0.18.

Suspension de l'exercice du droit de grève. « **111.0.24** Dans un service public visé dans un décret pris en vertu de l'article 111.0.17, le gouvernement peut, par décret pris sur recommandation du ministre, suspendre l'exercice du droit de grève s'il juge que, lors d'une grève appréhendée ou en cours, les services essentiels prévus ou effectivement rendus sont insuffisants et que cela met en danger la santé ou la sécurité publique.

Effet. Cette suspension a effet jusqu'à ce qu'il soit démontré, à la satisfaction du gouvernement, qu'en cas d'exercice du droit de grève, les services essentiels seront maintenus de façon suffisante dans ce service public.

Entrée en vigueur du décret. Un décret pris en vertu du premier alinéa entre en vigueur le jour où il est pris ou à toute date ultérieure qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal circulant dans la région où le service public en cause est dispensé.

Injonction. « **111.0.25** Seul le Procureur général peut requérir une injonction lors du refus de respecter la suspension de l'exercice du droit de grève décrétée en vertu de l'article 111.0.24.

Lock-out
interdit.

« **111.0.26** Le lock-out est interdit dans un service public visé dans un décret pris en vertu de l'article 111.0.17.

«SECTION III

«DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC».

L.R.Q.,
c. C-27,
aa. 111.1,
111.2,
remp.

7. Les articles 111.1 et 111.2 de ce code sont remplacés par les suivants:

Disposi-
tions appli-
cables.

« **111.1** À l'exception de la section 1.1 du chapitre IV, les dispositions du présent code s'appliquent aux relations du travail dans les secteurs public et parapublic, sauf dans la mesure où elles sont inconciliables avec celles de la présente section.

Interpréta-
tion:

«secteurs
public et
para-
public»;

« **111.2** Dans la présente section, on entend par:

1° «secteurs public et parapublic»:

Le gouvernement, ses ministères et les organismes du gouvernement dont le personnel est nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique, ainsi que les collèges, les commissions scolaires et les établissements visés dans la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1);

«établissement».

2° «établissement»:

un établissement visé au paragraphe f de l'article 1 de la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111.5,
ab.

8. L'article 111.5 de ce code est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111.8,
mod.

9. L'article 111.8 de ce code est modifié par la suppression, partout où elle s'y retrouve, de l'expression: «et au conseil d'information sur les négociations».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111.9,
ab.

10. L'article 111.9 de ce code est abrogé.

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111.10,
remp.

11. L'article 111.10 de ce code est remplacé par le suivant:

Nombre de
salariés à
maintenir
en cas de
grève.

« **111.10** Dans le cas d'un établissement, les parties doivent négocier le nombre de salariés par unité de soins et catégorie de services à maintenir en cas de grève. Les parties transmettent leur entente au Conseil.

Aide pro-
fession-
nelle.

Le Conseil peut, de son propre chef ou à la demande d'une des parties, désigner une personne pour les aider à conclure une telle entente.

Transmis-
sion de la
liste des
salariés et
services.

À défaut d'une entente, une association accréditée doit transmettre à l'employeur et au Conseil une liste qui détermine le nombre de salariés par unité de soins et catégorie de services maintenus par l'établissement en cas de grève.

Modifica-
tion pro-
hibée.

La liste ne peut être modifiée par la suite, sauf sur demande du Conseil. Si une entente intervient entre les parties postérieurement au dépôt de cette liste, l'entente prévaut. ».

L.R.Q., c.
C-27, aa.
111.10.1, à
111.10.6,
aj.

12. Ce code est modifié par l'insertion, entre les articles 111.10 et 111.11, des articles suivants:

Évalua-
tion.

« **111.10.1** Sur réception d'une entente ou d'une liste, le Conseil évalue, notamment à l'aide des règles élaborées en vertu de l'article 111.0.12, la suffisance des services essentiels qui y sont prévus.

Recom-
mandation.

Si le Conseil juge ces services insuffisants, il peut, avant d'en faire rapport au ministre conformément à l'article 111.10.2, faire aux parties les recommandations qu'il juge appropriées afin de modifier l'entente ou la liste.

Rapport au
ministre.

« **111.10.2** Le Conseil doit faire rapport au ministre lorsque les services essentiels prévus à une entente ou à une liste sont insuffisants ou ne sont pas rendus lors d'une grève.

Précisions.

Ce rapport doit préciser en quoi les services essentiels prévus ou effectivement rendus sont insuffisants et dans quelle mesure cela constitue un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Informa-
tion trans-
mise au
public.

« **111.10.3** Le Conseil doit informer le public du contenu de tout rapport fait au ministre en vertu de l'article 111.10.2.

Dérivation
prohibée.

« **111.10.4** Nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente ou d'une liste.

Liste
nulle.

Une liste qui prévoit un nombre de salariés, par unité de soins ou par catégorie de services, supérieur au nombre normalement requis dans l'établissement en cause, est nulle et de nul effet.

Enquête.

« **111.10.5** Les parties doivent, lorsqu'une personne nommée par le Conseil fait enquête sur le maintien des services essentiels dans un établissement lors d'une grève, lui permettre de rencontrer des bénéficiaires ou des membres de leur famille.

Plainte.

« **111.10.6** Un conseil régional de la santé et des services sociaux institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux doit, lorsqu'il reçoit une plainte relative à des services essentiels au sens du présent chapitre, en informer immédiatement le Conseil des services essentiels. ».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111.11,
mod.

13. L'article 111.11 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis préalable à la déclaration d'une grève ou d'un lock-out.

«**111.11** Sous réserve de l'article 111.15, une partie peut déclarer une grève ou un lock-out à la date d'expiration de la convention collective ou de ce qui en tient lieu pourvu qu'un avis préalable d'au moins sept jours francs ait été donné par écrit au ministre et à l'autre partie, ainsi qu'au Conseil, dans le cas d'un établissement, indiquant le moment où elle entend recourir à la grève ou au lock-out.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 111.12,
rempl.

14. L'article 111.12 de ce code est remplacé par le suivant:

Entente préalable à la grève.

«**111.12** Dans le cas d'un établissement, la grève ne peut être déclarée par une association accréditée à moins qu'une entente n'ait été transmise au Conseil depuis au moins quatre-vingt-dix jours ou qu'une liste ne lui ait été transmise ainsi qu'à l'employeur dans le même délai.

Délai.

Le délai visé au premier alinéa est calculé sans égard à l'application du quatrième alinéa de l'article 111.10.».

L.R.Q., c.
C-27, aa.
111.13 à
111.15, aj.

15. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 111.12, des articles suivants:

Suspension de l'exercice du droit de grève.

«**111.13** Sur recommandation du ministre, le gouvernement peut, par décret, suspendre l'exercice du droit de grève dans un établissement s'il juge que, lors d'une grève appréhendée ou en cours, les services essentiels prévus ou effectivement rendus sont insuffisants et que cela met en danger la santé ou la sécurité publique.

Effet.

Cette suspension a effet jusqu'à ce qu'il soit démontré à la satisfaction du gouvernement qu'en cas d'exercice du droit de grève les services essentiels seront maintenus de façon suffisante dans cet établissement.

Entrée en vigueur du décret.

Un décret pris en vertu du premier alinéa entre en vigueur le jour où il est pris ou à toute date ultérieure qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal circulant dans la région où l'établissement est situé.

Injonction.

«**111.14** Seul le Procureur général peut requérir une injonction lors du refus de respecter la suspension de l'exercice du droit de grève décrétée en vertu de l'article 111.13.

Lock-out interdit.

«**111.15** Le lock-out est interdit dans un établissement.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 140.1,
aj.

16. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 140, du suivant:

Recours
prohibé.

«**140.1** Aucun recours ne peut être intenté en raison ou en conséquence d'un rapport fait par le Conseil en vertu du chapitre V.1 ou des publications s'y rapportant le cas échéant, ou en raison d'actes accomplis de bonne foi et dans l'exercice de leurs fonctions par les membres du Conseil ou par des personnes nommées par lui conformément aux articles 111.0.10 ou 111.0.13.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 142,
ramp.

17. L'article 142 de ce code est remplacé par le suivant:

Grève ou
lock-out il-
légaux.

«**142.** Quiconque déclare ou provoque une grève ou un lock-out contrairement aux dispositions du présent code, ou y participe, est passible pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève ou ce lock-out existe, d'une amende:

1° de 25 \$ à 100 \$, s'il s'agit d'un salarié;

2° de 1 000 \$ à 10 000 \$, s'il s'agit d'un dirigeant ou employé d'une association de salariés, ou d'un administrateur, agent ou conseiller d'une association de salariés ou d'un employeur;

3° de 5 000 \$ à 50 000 \$, s'il s'agit d'un employeur, d'une association de salariés ou d'une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 143.1,
aj.

18. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 143, de l'article suivant:

Infraction
et peine.

«**143.1** Quiconque entrave ou fait obstacle à l'action du Conseil constitué par l'article 111.0.1 ou d'une personne nommée par lui ou quiconque les trompe par réticence ou fausse déclaration commet une infraction et est passible, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, d'une amende:

1° de 25 \$ à 100 \$, s'il s'agit d'un salarié;

2° de 100 \$ à 500 \$, s'il s'agit d'un dirigeant ou employé d'une association de salariés, ou d'un administrateur, agent ou conseiller d'une association de salariés ou d'un employeur;

3° de 500 \$ à 1 000 \$, s'il s'agit d'un employeur, d'une association de salariés, ou d'une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés.».

L.R.Q.,
c. C-27,
a. 146.2,
aj.

19. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 146.1, de l'article suivant:

Infraction
et peine.

«**146.2** Une association de salariés ou un employeur qui contrevient à une entente ou à une liste visées aux articles 111.0.18 et 111.10, ou une association de salariés qui ne prend pas les moyens appropriés pour amener les salariés qu'elle représente à se conformer à cette entente ou à cette liste commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.».

L.R.Q.,
c. C-25,
a. 1010,
remp.

20. L'article 1010 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est remplacé par le suivant:

«**1010.** Le jugement qui rejette la requête est sujet à appel de plein droit de la part du requérant ou, avec la permission d'un juge de la Cour d'appel, de la part d'un membre du groupe pour le compte duquel la requête a été présentée. L'appel est instruit et jugé d'urgence.

Le jugement qui accueille la requête et autorise l'exercice du recours est sans appel.».

L.R.Q.,
c. C-25,
a. 1010.1,
aj.

21. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1010, de l'article suivant:

«**1010.1** À moins que le contexte n'indique un sens différent, les dispositions du titre III s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au présent titre.».

L.R.Q.,
c. C-25,
a. 1011,
mod.

22. L'article 1011 de ce code est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: «Cet avis doit aussi, au moins quinze jours avant la date de présentation de la requête, être publié de la même manière que l'avait été l'avis du jugement faisant droit à la requête pour autorisation d'exercer le recours collectif, à moins que le tribunal n'ordonne un autre mode de publication.»;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «représentant», des mots «ou un autre membre qui demande de lui être substitué».

L.R.Q.,
c. C-25,
a. 1048,
remp.

23. L'article 1048 de ce code est remplacé par le suivant:

«**1048.** Une corporation formée selon la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), une association formée selon la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre A-24) ou un groupement visé dans le deuxième alinéa de l'article 60, peut demander pour lui le statut de représentant si:

a) un de ses membres qu'il désigne est membre du groupe pour le compte duquel il entend exercer un recours collectif; et

b) l'intérêt de ce membre est relié aux objets pour lesquels la corporation, l'association ou le groupement a été constitué.

L'affidavit requis au soutien de la requête pour autorisation est alors signé par le membre désigné en vertu du paragraphe a du premier alinéa.».

L.R.Q.,
c. C-25,
a. 1050.1,
aj.

24. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 1050, de l'article suivant:

«**1050.1** S'il y a condamnation aux dépens, les honoraires judiciaires sont calculés comme s'il s'agissait d'une action de la classe II-A du Tarif des honoraires judiciaires adopté en vertu du paragraphe 2 de l'article 125 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) et, dans ce calcul, l'article 23 de ce tarif ne s'applique pas.

L'honoraire spécial prévu à ce tarif pour tenir compte de l'importance d'une cause ne peut être accordé que sur requête du procureur signifiée à la partie adverse et au Fonds d'aide au recours collectif si celui-ci s'est conformé à l'obligation prévue par le premier alinéa de l'article 32 de la Loi sur le recours collectif (L.R.Q., chapitre R-2.1); le tribunal ne doit pas alors tenir compte du fait que le Fonds d'aide au recours collectif ait garanti, en tout ou en partie, le paiement des dépens.».

L.R.Q.,
c. R-2.1,
aa. 43, 44,
remp.,
a. 44.1, aj.

25. Les articles 43 et 44 de la Loi sur le recours collectif (L.R.Q., chapitre R-2.1) sont remplacés par les suivants:

Pouvoirs
du Fonds.

«**43.** À l'égard de l'aide qu'il attribue, le Fonds peut:

a) dépenser les sommes qui ont été mises à sa disposition à cette fin par le ministre de la Justice et celles qui ont été prélevées conformément à l'article 42;

b) prendre, en outre, annuellement, des engagements financiers autres qu'un emprunt jusqu'à concurrence du montant déterminé par le ministre de la Justice au moment de l'approbation du budget du Fonds.

Emprunt
contracté
par le
Fonds.

«**44.** En outre des pouvoirs prévus à l'article 43, le Fonds peut, avec l'autorisation préalable du ministre de la Justice, contracter un emprunt à l'égard de l'aide qu'il attribue ou pour assurer son fonctionnement.

Pouvoirs
du gouver-
nement.

«**44.1** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:

a) s'engager à combler les besoins de liquidités du Fonds de manière à lui permettre d'assurer, à échéance, le remboursement du capital et le paiement des intérêts concernant un emprunt contracté par le Fonds;

b) garantir le paiement, en capital et intérêts, de tout emprunt ou autre engagement financier contracté ou pris par le Fonds.

Sommes
requises.

Les sommes requises aux fins du présent article sont prises sur le fonds consolidé du revenu.».

Disposi-
tions
inappli-
cables.

26. Les articles 20 à 24 ne s'appliquent pas à une requête pour autorisation d'exercer un recours collectif et à une demande en recours collectif présentée ou formée avant le 1^{er} juin 1982.

Ordon-
nance sur
le maintien
des ser-
vices es-
sentiels.

27. Dans le cas d'un service public dont une association de salariés a acquis le droit de grève avant le 24 août 1982, le gouvernement peut, sur recommandation du ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, ordonner à un employeur et à une association de salariés de ce service public de maintenir des services essentiels en cas de grève, lorsqu'il est d'avis qu'une grève dans ce service public pourrait avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique.

Décret.

Ce décret doit être pris avant la date mentionnée au premier alinéa; il entre en vigueur le jour où il est pris. Il est signifié à l'employeur et à l'association de salariés qui y sont visés et a effet jusqu'au dépôt d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu.

Disposi-
tions appli-
cables.

Les articles 111.0.18 à 111.0.26 du Code du travail, édictés par l'article 6, s'appliquent avec les adaptations nécessaires, à l'employeur et à l'association de salariés visés par le décret.

Nomina-
tion par le
ministre.

Si lors de l'entrée en vigueur du présent article, le Conseil des services essentiels n'est pas constitué, le ministre nomme une personne pour exercer, à l'égard des parties visées, les pouvoirs et fonctions dévolus au Conseil en vertu des articles 111.0.18 à 111.0.21 et 111.0.23 du Code du travail, édictés par l'article 6, jusqu'à ce que celui-ci soit constitué.

Suspension
de grève.

Le décret suspend toute grève qui, au moment où il est pris, est en cours dans le service public visé et celle-ci ne peut alors être déclarée de nouveau que conformément à l'article 111.0.23 du Code du travail, édicté par l'article 6.

Effet d'ex-
ception.

28. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur.

29. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreranno en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.